

Une envie d'Albanie

PAR MICHEL GODET ◀ professeur au Cnam et FRANCIS MER ◀ ancien ministre de l'Economie et des Finances.

Peu de gens sont capables de situer l'Albanie sur une carte: quelque part dans les Balkans, au nord de la Grèce, mais aussi au sud et à l'ouest des morceaux de l'ancienne Yougoslavie que sont le Monténégro, le Kosovo et la Macédoine, ces deux derniers étant peuplés d'Albanais que les partages de l'histoire ont séparés.

Le peuple albanais a beaucoup souffert au cours de l'histoire, son indépendance a moins d'un siècle. Le «pays des aigles» a vu passer tous les envahisseurs et connu cinq siècles d'occupation ottomane. Situé à la frontière des influences occidentales, orientales et slaves, il comprend aujourd'hui 70% de musulmans et 30% de chrétiens (10% de catholiques au nord et 20% d'orthodoxes au sud). Partout, les mosquées flambant neuves, financées par les pays du Golfe, côtoient sans problème les croix des églises. Dans les cimetières, la cohabitation des confessions est tout aussi paisible. Il faut dire qu'après quarante ans d'embrigadement communiste, c'est le sentiment national qui est devenu la principale religion. Il n'empêche que la patrie de mère Teresa est un bel exemple de pluralisme des confessions. L'islam est en principe dominant, mais il n'y a pas de femmes voilées, les écoles sont naturellement mixtes et surtout pluriconfessionnelles, comme beaucoup de mariages, et presque tout le monde mange du porc et boit du vin. En réalité, la croyance apparaît comme une liberté retrouvée après quarante années d'interdiction, mais les pratiques religieuses sont réduites.

L'Albanie est le plus pauvre pays d'Europe de l'Ouest avec 2500 euros annuels par habitant, soit douze fois moins qu'en France. Ce pays longtemps fermé au reste du monde a mauvaise réputation. Les clans familiaux y sont vite assimilés à des mafias puissantes, capables de tout dans une violence nourrie par la tradition qui perpétue les vengeances d'honneur.

D'où vient l'argent qui a permis de construire, à Tirana et sur la côte proche, ces immeubles, ces hôtels et ces villas qui, en quinze ans, depuis la chute du régime totalitaire, ont poussé comme des champignons? Le pays vit grâce aux transferts, licites et illicites, des émigrés. En effet, le quart des 3,6 millions d'Albanais a quitté le pays. On estime qu'aujourd'hui, 400 000 Albanais vivaient en Grèce, 200 000 en Italie, environ 50 000 en Allemagne et autant en France, surtout des actifs qui, en général, soutiennent leur famille restée sur place.

Lorsqu'Enver Hodja disparaît en 1985, tous les Albanais pleurent celui qui avait réussi à leur faire croire qu'ils vivaient dans le pays le plus heureux du monde, celui qui les avait bâillonnés et maintenus dans la peur d'une invasion simultanée des armées de l'Otan et du pacte de Varsovie. C'est dans cette paranoïa collective que les Albanais ont construit près de 700 000 bunkers, véritables champignons de béton qui partout mitent l'espace. Lorsqu'ils ont compris que le parti avait menti sur la réalité du monde, ils ont rejeté tout ce qui relevait du collectivisme pour se consacrer à l'enrichissement individuel.

Les excès d'hier expliquent ceux d'aujourd'hui. La propriété foncière n'est pas encore assurée: les anciens propriétaires d'avant la collectivisation réclament une indemnisation ou une restitution; en attendant, chacun s'approprie un morceau de terrain et monte des parpaings pour délimiter son territoire avec des jardins coquets et des projets ambitieux de plusieurs étages, si l'on en juge par les fers à béton qui préparent l'avenir.

Inspiré par l'économiste péruvien Hernando de Soto, le gouvernement libéral veut faire de chaque citoyen un propriétaire terrien et entend légaliser ces appropriations individuelles, mais en plafonnant la surface par habitant. Résultat: il n'y a pas de bidonville à Ti-

rana, ville qui compte pourtant un million d'habitants, et ce d'autant moins que les locataires des immeubles collectifs sont devenus propriétaires de leur logement pour une somme symbolique. Il est vrai que la plupart de ces immeubles avaient été construits à la hâte et sans moyens. Hélas, ces appropriations foncières ne sont pas exemptes de corruptions locales et administratives.

Le Premier ministre, Sali Berisha, nous a longuement reçus à déjeuner à Tirana, le 25 avril, en présence de Jacques Marseille, président de l'Association pour le développement de l'histoire économique (Adhe), et de Gasmen Toska, un industriel franco-albanais, avec qui il a organisé cette mission. C'était le lendemain

L'islam est en principe dominant, mais il n'y a pas de femmes voilées, les écoles sont naturellement mixtes et surtout pluriconfessionnelles, comme beaucoup de mariages, et presque tout le monde mange du porc et boit du vin.

de sa rencontre à Paris avec le président Nicolas Sarkozy. Il se déclare très ferme sur ces questions: «L'Albanie est devenue l'un des pays les plus sûrs du monde, le nombre de personnes en prison (5000) a doublé et la corruption des hauts fonctionnaires a été enrayerée par des primes aux dénonciations de pratiques frauduleuses.» Cette campagne de «réformes et châtiments a conduit 140 hauts fonctionnaires devant la justice ces trois dernières années».

Mais, revers de la médaille, l'espace public est devenu une poubelle collective. Des milliers de décharges et casses automobiles sauvages défigurent le paysage à travers le pays. Comment développer un tourisme de qualité et de haute valeur ajoutée si les plages sont souillées et si les comportements individuels ne retrouvent pas le chemin de l'intérêt général et du civisme?

En résumé, nous sommes optimistes pour ce pays. L'Albanie est ouverte et représente une chance pour les entreprises qui entendent relocaliser une sous-traitance à bas coût partie trop loin pour leur flexibilité compétitive. L'Albanie, toute proche avec un coût du travail dix fois plus faible, est prête à les y aider et à devenir la petite Chine de l'Europe.

Sali Berisha est confiant pour les prochaines élections. Cet ancien professeur de cardiologie réputé pour son honnêteté est aussi un humaniste. Il est conscient des besoins d'équipements et de services publics de son pays. Il s'est également déclaré soucieux des inégalités dans l'éducation qui se sont développées depuis la chute du régime communiste. Il nous a annoncé qu'il allait revaloriser de façon substantielle les salaires des enseignants du secteur public afin d'enrayer leur fuite dans le privé.

Les Albanais ont assez souffert, le temps est venu de les aider à retrouver espoir dans l'avenir. L'Europe y trouvera non seulement des intérêts économiques et des espaces préservés mais aussi un modèle de cohabitation et de tolérance religieuse dont elle a bien besoin.